

SÉNAT LUTTE FINALE P. 2

L'ESPRIT MAISON DU MAIRE DE PORNIC P. 6



Alea jacta ouest

Irrégulomadaire satirique n°33 - Été 2001

Soixantehuitardif

AYRAULT : LE MENSONGE QUI LE RONGE

Il y a peut-être, pour un homme politique de gauche, pire que le trotskysme mal digéré. Plus insoutenable que le passé inavouable. Il y a la honte d'avoir trahi la confiance de ses proches, de la presse et donc du peuple de France.

Qui PEP gagne Châteaux en épargne

Mieux que Pacman ou le ver solitaire, voilà le plan d'épargne qui n'épargne rien, même pas son capital.

Faut pas croire la pub. Un couple d'ouvriers de l'Aérospatiale s'est fait piéger par une offre pourtant pas mirobolante. En avril 1991, Nadine Bouhier commence à placer 500 F par mois sur un plan d'épargne populaire des Mutuelles du Mans Assurances. Vous savez, «MMA, zéro tracas, zéro blabla». Puis elle se marie avec Christophe et ils continuent à placer leur mise régulièrement. Au bout de dix ans, leur capital de 60 000 F devait produire une plus-value de 12,04 % net en croire la pub qui les séduit et où figure une belle phrase : «les trois plans pierre des Mutuelles du Mans assurance font mieux que tenir leurs promesses». Dix ans plus tard, le blabla garanti «zéro tracas» a viré aux pertes et fracas. Début mars, le département Épargne et prévoyance des Mutuelles a écrit au couple : «Je vous remercie d'avoir fait confiance aux MMA en souscrivant votre contrat Le Mans PEP Immobilier». Seul hic, le tableau de situation du bon plan : le capital qui arithmétiquement devait s'élever à 60 000 F, n'est plus que de 54 044 F ! Et de bénéfice de la cagnotte, zéro patate. L'épargne négative détruit l'espoir d'agrandissement du pavillon de Rezé. Le directeur de l'agence est désolé, mais on ne peut rien faire. Il n'était pas là à l'époque, etc... Un conseiller de MMA explique à Lulu : «ce support a eu ses heures de gloire, mais les contrats n'ont aucune notion de garantie de taux, ni sécurité de performance. Le marché immobilier, c'est comme la bourse. Il y a d'un côté la compréhension du client, de l'autre le support de pub qui se base sur des hypothèses, mais ne connaît pas l'avenir. Quand le vent a tourné on a proposé un changement de support à certains clients». Le vent tournant, voilà le vrai ennemi de l'épargne popu.

Son sourire angélique n'arrive plus à cacher le drame intime que vit Jean-Marc Ayrault. Ce paragon de morale a sciemment menti en réécrivant sa biographie, en truquant tout un pan de son passé jusque là sans taches. Ses concitoyens qui viennent de lui réaccorder leur confiance ont été trompés, dupés, trahis, roulés. Comme les citoyens américains ont pu douter de Clinton, l'opinion est en droit de s'interroger sur la probité du maire de Nantes qu'on appelait hier encore bien naïvement «le Kennedy de l'Ouest», ou, plus grave, du président de la nouvelle communauté urbaine et, pire, du président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

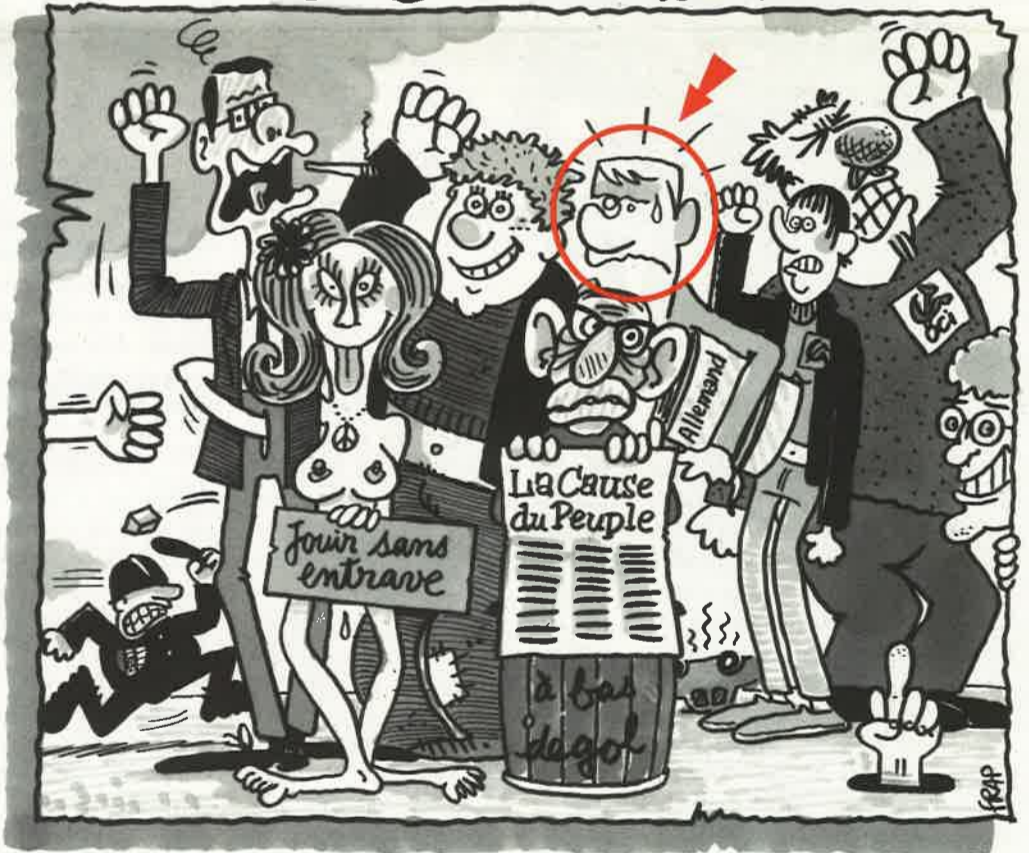
Difficile à ce jour de mesurer les conséquences politiques d'une telle légèreté. Elles seront de toutes façons considérables. Jean-Marc sera-t-il obligé de démissionner de tous ses mandats ? Devra-t-il quitter la ville en catimini ? Supportera-t-il son reflet traître dans le rétroviseur de sa Safrane de fonction ? À l'heure où nous mettons sous presse, aucun éléphant, aucun cacique, aucun simple militant du PS n'a encore rien dit, ce qui en dit long sur le malaise qui éclabousse toute la social-démocratie de notre pays. Le député Arnaud Montebourg lui-même semble sans voix.

Brigitte complice

Pire, nous sommes contraints, pour une fois, de déroger à la stricte règle du respect de la vie privée de nos dirigeants pour poser la question : et Brigitte, dans tout ça ? Brigitte Ayrault, qui fut elle-même longtemps élue du peuple, investie de la confiance de ses mandants, savait tout depuis le début puisqu'elle connaît son Jean-Marc depuis les bancs de l'école. Admirez au passage la solidité exemplaire de ce couple abîmé dans la tourmente, mais, parce que nous le devons, inquiétons-nous de cette terrible stratégie du silence.

Les faits ? Ils sont implacables. La duplicité de Jean-Marc Ayrault est d'autant

NOTRE DOCUMENT :



plus grave qu'elle remonte à son adolescence, comme chacun sait période particulièrement structurante de la personnalité. Car l'affaire touche à l'engagement politique du lycéen Ayrault Jean-Marc. Interrogé par *L'Hebdo de Nantes* avant les municipales*, il n'a pas hésité à déclarer : «La genèse de mon adhésion (au parti socialiste) remonte à 1968. J'ai vécu un choc collectif et personnel avec les événements de 68. À distance, bien sûr, je n'ai pas été directement mêlé aux événements, puisqu'à l'époque, j'étais au lycée de Cholet. J'étais d'ailleurs au comité d'action lycéenne». C'est cette dernière phrase qui tache à tout jamais l'honneur du maire de Nantes. Lulu a rencontré un rescapé, rare survivant de cette époque troublée. Cet

homme, dont nous tairons le nom pour des raisons évidentes de sécurité, se remémore parfaitement l'attitude exemplaire de l'élève Ayrault durant mai 68. La gorge nouée, il témoigne : «Ayrault n'a jamais participé à l'occupation du bahut par le comité d'action lycéen. Forcément, puisqu'on ne l'a jamais vu ! Il est resté consigné chez ses parents, à quelques kilomètres de Cholet, pour réviser son bac.» Alors à l'internat du lycée Colbert de Cholet, le futur maire de Nantes s'est en réalité laissé lock-outter par les authentiques acteurs de ce mai potache en Mauges. Un planqué devenu révisionniste avec l'âge : nier son propre bachotage, c'est ça le vrai sens de la révision.

Jacques Sauvageon

* 7 mars 2001.

Stade terminal

Sénat lutte finale !

Édouard Landrain, 71 ans, a juré de faire la peau de Monique Papon, 67 ans. Ces deux jeunesses de l'UDF ont sorti les tromblons et le gros sel pour les prochaines sénatoriales. Heureusement qu'Harousseau est là...

Jean-Luc Harousseau, toujours en quête d'un mandat, a décidé de donner raison à Jean-Marc Ayrault qui l'avait accusé durant les municipales de n'être candidat à la mairie que pour mieux se placer dans la course aux sénatoriales de septembre. On se souvient de ses dénégations outragées d'alors... Le bon docteur Jean-Luc a officieusement déclaré sa candidature mardi 19 juin devant ses petits camarades de l'UDF. Ce qui ne fait jamais qu'un candidat de plus dans une foire d'empoigne qui commence à faire rire jaune dans les rangs de la droite nantaise. Car la droite ne manque pas de candidats pour aller grassement pantoufler au Sénat. « Je connais au moins une bonne douzaine de têtes de liste », rigole en douce le nouveau président du conseil général André Trillard, Dédé la Trille pour les

nistes et Édouard Landrain pour un « dictateur » par les paponistes. Passons sur les célébrités vicinales, le fils à papa Alain Hunault, Paul Dalon, Marie-Loïc Richard, Joseph Thomas, ou sur les velléités de Joël Guerriau ou du revenant Daniel Augereau, toujours dans les bons coups.

La vengeance de Doudou

L'élection au Sénat étant une affaire de notables**, il faut remonter aux dernières cantonales pour y comprendre quelque chose, spécialement à l'élection du président du Conseil général qui s'est déroulée à droite au terme de manœuvres sanglantes qui n'ont pas fini de laisser des traces. Ça partait pourtant d'un bon sentiment : éviter au RPR Luc Dejoie, gravement malade, les fatigues inutiles d'un nouveau mandat à la tête de la Loire-

de président de l'UDF locale que lui cédera complaisamment Harousseau. Il fallait bien « qu'il soit président de quelque chose » lâchera Gisèle Gautier. L'affaire fut rondement menée. Dîner chez Harousseau, sortir les vieux adhérents de la naphaline, oublier de réunir la commission chargée des élections internes, charger ses obligés d'envoyer leurs pouvoirs à la permanence voire au domicile de l'arrangeant Jean-Luc, et le tour est joué : Doudou ramasse 70 % des voix contre le gentil Christian Héry qui n'a rien vu venir et se retrouve en bonne position pour peser dans la désignation des candidats aux sénatoriales. C'est-à-dire plomber Monique Papon.

« N'oublions pas que Paris aura le dernier mot dans cette histoire », raconte un militant qui en a vu d'autres, et Paris veut une liste d'union RPR-UDF. » Ça sent la fin de récré, ce qui n'est pas bon signe pour les ambitions forcenées de Doudou, pas vraiment en odeur de sainteté dans les instances nationales de l'UDF... où Monique Papon figure en bonne place. Fillon et Trillard commencent à se lasser de ce « bordel » qui n'arrange pas le paysage à quelques mois des législatives et de la présidentielle. Le nouveau président du Conseil général, qui pour l'heure n'est officiellement candidat à rien et soutient une liste d'union emmenée par le RPR sortant Guy Lemaire et Monique Papon, « pourrait éventuellement se dévouer » si la trêve estivale ne calmait pas les chaleurs des uns et des autres, menace-t-on dans les allées locales du pouvoir.

Florentine Florence

« Tout ça, c'est en grande partie la faute de Florence » se lamentent des militants UDF. Florence ? L'épouse du bon docteur Harousseau qui semble se mêler de tout et de n'importe quoi, si l'on en croit les mauvaises langues. « Jean-Luc lui cède sur tout, mais elle est incapable de réfléchir plus de dix secondes... » La liste à droite toute des municipales ? « C'est

Florence qui l'a voulue. Elle a appartenu au RPR tendance ultra réac, elle porte une bonne part de l'échec aux municipales. » Doudou président de l'UDF à la place de son mari ? « C'est elle qui a manigancé le dîner entre Landrain et Jean-Luc... » Et le récent tremblement de terre, c'est encore Florence ?

Pour beaucoup, la stratégie de Florence repose sur un calcul simple : si Landrain est élu sénateur, ça libère la circonscription d'Ancenis, jugée « facile ». Comme Landrain ne s'entend plus avec sa suppléante Gisèle Gautier, il soutiendra la candidature d'Harousseau et madame pourra enfin se retrouver femme de député. Encore faudra-t-il que Gisèle se laisse passer sur le corps, ce qui n'est pas gagné.

Heureusement que Jean-Luc, dans son infinie sagesse, a décidé d'offrir à sa mie une place de femme de sénateur. À moins qu'il change à nouveau d'avis, selon son habitude.

Une seule solution pour sauver Jean-Luc : voter en masse pour Chirac en 2002 afin que Fillon récolte un maroquin et confie à Jean-Luc la garde de son fauteuil à la Région. Là au moins, Harousseau n'aurait pas à se coltiner ces ingrats d'électeurs. Et madame pourrait lui lâcher les baskets.

Quand on vous dit qu'il y a des métiers pas faciles...

Yves Short

* Luc Dejoie a laissé effectivement tomber le 27 juin.

** Ce sont les grands électeurs, élus locaux, qui élisent les sénateurs.

Le Lolo à son papa

Il y avait la dynastie Hunault, il y aura peut-être celle des Dejoie, pour qui la politique s'apparente à la culture notariale, c'est-à-dire que ça ne doit pas sortir de la famille.

Lucky battu, Lucky humilié... Mais Dejoie ressuscité, en la personne de son fils Laurent qui lui avait déjà succédé à la mairie de Vertou. La mise sur orbite du fiston serait déjà réglée : un, papa démissionne de son poste de conseiller général sur les conseils de la Faculté, provoque une partielle et envoie Lolo au Conseil général venger le nom illustre des Dejoie. Deux, Lolo ainsi propulsé au firmament de la politique se porte candidat aux législatives, à la place de Serge Poignant. Trois, dans vingt ans Lolo sera en mesure de récupérer la présidence du Conseil général et le siège de sénateur de papa. Non mais !

Le Loulou à Doudou

« Ayant librement quitté le siège de maire d'Ancenis qu'il occupait depuis vingt-quatre ans, Édouard Landrain pouvait prétendre, légitimement, à occuper celui de Luc Dejoie. La Loire-Atlantique (...) devait obligatoirement se ressaisir en confiant son image à une personnalité politique capable d'affronter les défis du futur proche. En choisissant le RPR André Trillard (...) les conseillers généraux de la majorité départementale ont fait un autre choix. Plus politique sans doute (...) Notre médiacratie ne supporte pas les mauvaises images. Là où un Édouard Landrain aurait excellé, souhaitons qu'un André Trillard saura triompher ! »

De qui cette prose toute en finesse ? Mais de l'impayable Hervé Louboutin bien sûr, non pas dans *Le Nouvel Ouest*, juste dans l'indispensable... *Écho d'Ancenis**. À la soupe, Loulou !

* 22 mars 2001

SENATEUR
LA FONCTION QUI LAISSE
LES CERVEAUX RESPIRER



LE PLUS DUR, C'EST DE REUSSIR À ÊTRE INSPIRÉ AVANT D'EXPIRER

intimes. Sachant qu'une liste aux sénatoriales ne compte que sept candidats possibles pour au mieux trois élus, on vous laisse imaginer l'ambiance conviviale qui règne actuellement à droite. D'autant plus qu'il faudra cette fois-ci que ces vieux messieurs cèdent des places à quelques dames respectables, parité oblige. Les premières listes se sont ébauchées dans une discrétion toute relative. Si le sortant Charles-Henri de Cossé-Brissac, souffrant, a décidé de laisser tomber, il n'en va pas de même pour Luc Dejoie, qui ne va guère mieux et menace de monter sa propre liste, ce qui fait rigoler tout le monde, surtout au RPR. « Le cas Dejoie est déjà réglé, il n'y a que lui qui y croit encore », laisse tomber un porte-flingue du RPR*. De son côté, l'UDF se la joue Loft Story en plus drôle. Les poignards sont tirés, les coups bas pleuvent, les rancœurs remontent entre les candidats plus ou moins déclarés : Gisèle Gautier qui avait monté une liste dissidente aux régionales de 98 n'est pas jugée « fiable » par son propre parti, Monique Papon passe pour une « traître » aux yeux des landri-

Inférieure. Et accessoirement piquer la présidence du conseil général au RPR. L'UDF Édouard Landrain, Doudou pour les intimes, après vingt-quatre ans de règne éclairé à Ancenis, s'y voyait déjà. Résultat des courses, ce sera le RPR André Trillard qui s'y collera. Quatre voix ont manqué à Doudou, quatre petites voix qui « l'ont trahi » au sein de son propre camp, dont celle de Monique Papon. Et ça, Doudou n'est pas prêt à le digérer. Si dame Papon n'a pas souhaité répondre à Lulu, d'autres ne s'en sont pas privés : « Landrain président du Conseil général, c'était le règne assuré des copains et des coquins. Ce type est nul. Quand on voit comment il a géré la crise de la MCLA, peut-on l'imaginer dirigeant le Département ? » Mieux valait pour ces UDF le très consensuel Dédé, tout RPR fut-il. Sauf que voilà, Doudou n'est pas du genre à se laisser débarquer sans couler le navire avec lui. « Il veut faire la peau de Monique, il est entré dans une logique de vengeance », chuchote-t-on à droite. Le fauteuil de Dejoie lui ayant échappé, Doudou s'est rabattu sur celui

DÉDÉ LA TRILLE
UN VÉTO À LA TÊTE DU CÉGÉ



Quoi de neuf, docteur ?

Docteur Rachel et citizen Bocher

Le docteur Rachel Bocher, élue en sixième position sur la liste d'Ayrault aux municipales, n'est pas n'importe qui. C'est même quelqu'un, pour ne pas dire quelque chose, dans le milieu syndical de la santé qu'elle préside depuis 1998. « Je veux avoir les mains libres aussi bien à la tête de l'intersyndicat national des praticiens hospitaliers qu'en tant que candidate aux élections », a-t-elle déclaré lors de son passage direct de droite à gauche à la mairie de Nantes. Ce qui laisse augurer

quelques maux de tête pour Jean-Marc, vu les méthodes de Bocher à la tête de l'I.N.P.H. Son propre délégué général a préféré prendre la poudre d'escampette, peu de temps avant la fin de son mandat, en souhaitant que « les mêmes n'y occupent pas toujours les mêmes mandats* » et que la charte de l'I.N.P.H. soit « appliquée et modernisée ». Deux autres organisations affiliées à cet intersyndicat, l'association des médecins urgentistes des hôpitaux français (A.M.U.H.F) et le syndicat national des praticiens

adjoints contractuels (S.N.P.A.C.), s'émeuvent de l'ambiance à scalpels tirés qui règne à l'I.N.P.H. Les 750 adhérents de l'A.M.U.H.F. viennent même de claquer la porte : « Nous partons parce que nous n'avons aucune garantie sur un mode de fonctionnement plus démocratique et plus transparent de l'I.N.P.H. » explique le président de l'A.M.U.H.F. qui appelle « à la recomposition syndicale du monde hospitalier. » La douce Rachel souffrirait-elle d'un prurit hégémonique aigu ?

*Quotimed.com, mars 2001.

Châteaubriant, capitale mondiale des coïncidences

Depuis l'élection d'Alain Hunault, le hasard s'acharne sur la ville.

Le premier mai dernier, la très dangereuse vente de muguet à la sauvette était interdite à Châteaubriant. Cela n'a évidemment rien à voir avec le fait que ce salubre arrêté municipal ait été initié par un des fleuristes de la ville, conseiller municipal dans l'équipe du nouveau maire Alain Hunault, lequel est notaire de son état et surtout digne représentant d'une prodigieuse dynastie. Alain est en effet le jumeau de Michel le député et donc lui aussi fils de Xavier, qui régna sur la ville de 1959 à 1989 avant d'être bouté hors par Martine Buron. C'est sans doute pour le bien du muguet, maltraité chaque année par de cupides garnements, que cette courageuse mesure a été prise. Pure coïncidence aussi si même la très sérieuse *Gazette des communes*, relate un «climat de vexations, humiliations et règlements de comptes», en un mot une «chasse aux sorcières» qui serait menée à la mairie contre ceux qui ont osé travailler avec la socialo-communiss' Martine Buron. Balivernes et mensonges. La nouvelle équipe a tout de même bien droit de mener sa «réorganisation partielle des services», comme elle dit.

D'ailleurs, l'image de Châteaubriant est déjà de nouveau à la hausse. On murmure que la ville pourrait être sacrée capitale mondiale des coïncidences. Un titre potentiel préparé dès la veille de l'élection, jour où la presse locale a remporté un premier concours de circonstances. Ce n'est qu'un parfait hasard en effet si *Ouest-France* a publié précisément ce jour là, en Une de page locale, un publi-reportage ressemblant à s'y méprendre à un véritable article de presse vantant la gloire de la Société des courses hippiques locales... fier bébé de maître Alain Hunault. *Presse-Océan* était battu à plate couture avec son «enquête sur la délinquance» plaçant la cité castelbriantaise (12 000 habitants) à peu près au niveau du Chicago des grandes heures. Le lendemain, pt'it Alain terrassait la municipalité Buron, les chars russes n'entreraient jamais dans la ville, la démocratie était sauve et la petite mécanique du hasard pouvait s'enclencher paisiblement. C'est ainsi que le directeur général des services était débarqué en 48 heures et c'est vraiment la faute à pas de chance si la loi interdit ce genre de pratique (en pareil cas, une décharge de

fonction ne doit pas intervenir avant un délai de six mois). Heureusement un «congé statutaire» permettra de trouver un «accord amiable». Terrible coïncidence encore : Alain remet au goût du jour les anciennes armoiries de la ville, qui faisaient la gloire de la cité sous le règne de son papa. Un agent mal intentionné avait sans doute égaré le dessin du trop moderne logo officiel imaginé par la municipalité Buron. Nouveau coup du sort début juin, quand le festival de danse contemporaine ne peut comme prévu descendre égayer les rues, faute de police municipale et donc de sécurité. Il est vrai que les réjouissances étaient organisées par le scélérat directeur du Théâtre de Verre, lequel a eu l'outrecuidance de contester son licenciement devant la justice. Et puis, le même jour, le club de foot des Voltigeurs (dans lequel on retrouve quelques conseillers d'Alain Hunault) disputait et gagnait la coupe de l'Atlantique, promettant du même coup une ère nouvelle pour la ville, ce qui est tout de même beaucoup plus important que quelques ridicules pas de danses forcément gauchisants. Complète malchance encore quand Martine Buron, désormais chef de l'opposition, se rend compte qu'elle n'est pas invitée au 20^{ème} anniversaire du jumelage avec Radevormwald, ce que même Hunault père n'avait pas osé faire en son temps. L'oubliée s'en émeut auprès de la presse dans une lettre ouverte... qui ne paraîtra pas. Coup de bol : avant publica-



tion, un membre de l'équipe municipale a eu vent du courroux de Martine, et Alain s'est empressé de réparer cette erreur du destin en invitant évidemment et à bras ouverts son adversaire à écluser quelques bières allemandes. Coïncidences encore lorsque *La Mée socialiste*, le journal satirique local, disparaît des rayonnages de la bibliothèque ou quand sa rédactrice est virée d'une conférence de presse du nouveau maire (celle-ci n'aura finalement pas lieu, les journalistes locaux s'étant montrés solidaires de leur dangereuse collègue). Le hasard s'acharne quand, d'un malencontreux coup de crayon, le socialiste Jean-Luc Colin se retrouve subitement rayé des noms proposés à l'association des maires du département alors que la coutume est de laisser un strapontin à l'opposition*. A Châteaubriant, le tout engendre une étrange et nouvelle superstition : des âmes faibles osent en effet imaginer que tous

ces malheureux coups du destin sont autant de signes d'un retour à une mairie bien tenue, comme de 1959 à 1989 quand papa Hunault savait y faire, par exemple en convoquant les journalistes dans son bureau à la moindre virgule mal placée. Ne les écoutez pas. Ces gens là ont du poison dans la bouche. Ils veulent briser le nouvel élan castelbriantais vers des lendemains qui chantent.

Me Robert Hue et Dr No

* Christian de Grandmaison, maire de Nozay, s'est désisté «au nom du respect de la procédure démocratique», pour permettre à Jean-Luc Colin d'être élu dans sa zone avec 142 voix... alors qu'Alain Hunault n'en a obtenu que 119, soit le plus mauvais score des maires du département.

Épinards

La success story tourne court

Y'en a qu'on pas de chance. Beur de service et temporairement 48^{ème} sur la liste de Jean-Luc Harousseau, Edrief Benketira, «fonctionnaire, 25 ans, sans étiquette», a du précipitamment déclarer forfait avant le scrutin. Le susdit trouvait que ça prenait une tournure un peu trop politique ! Il avait précédemment été ballotté par son envie d'être élu, présenté à la liste Harousseau par quelqu'un du parti d'en face, Marc Hélon, écolo soft débarqué de la pré-liste d'Ayrault.

Si Edrief Benketira a jeté l'éponge, c'est aussi pour aléas judiciaires. Adjoint de sécurité au commissariat, l'apprenti flic est rattrapé par une histoire de sous disparus. Alors qu'il venait de réussir son examen de simple flic, il a été mis en examen pour détournement de fonds d'une association d'étudiants qu'il présidait en Haute-Savoie. Emploi jeune depuis 18 mois à Nantes, en passe de devenir gardien de la paix, son passage risque d'avoir été aussi météorite en politique qu'en police.

Griffon a trouvé un terrier

La droite nantaise aura eu au moins un succès : Denis Griffon, jeune protégé du Vicomte, est directement passé du rôle de directeur de campagne de Jean-Luc Harousseau -avec le succès que l'on sait- à celui de directeur de la communication du conseil régional. Les mauvaises langues affirment même qu'il avait son contrat quasiment en poche avant d'assister Jean-Luc dans sa déroute électorale. Surnommé «fox-merdier» par ses petits camarades, Griffon a évidemment toutes les compétences requises pour ce poste envié : c'est un ancien d'Alouette FM... Voilà qui remplit utilement un CV pour postuler au Conseil régional dont, rappelons-le pour les distraits, Harousseau est premier vice-président. Toutes nos félicitations pour cette rapide reconversion.



Jean-Marc baise mâle ?

Une députée socialo témoigne dans *Le Monde** à propos de la parité : «Pendant les réunions du groupe PS, quand deux femmes s'exprimaient à la suite, on entendait : "encore une nénette !" Un jour, alors qu'elle avait fait une déclaration tonitruante dans l'hémicycle, un collègue l'avait traitée de "mal baisée". "La faute à qui, camarade ?" avait-elle répliqué... » Sûrement pas au président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, espérons-le !

* 9 mars 2001.

Judasisme

Un Dieudonné sans confession

Il a beau s'appeler Dieudonné, les cathos les plus raides ne lui donnent rien, ni le bon dieu sans confession, ni le pardon sans concession. Venu aux Herbiers donner son spectacle «Pardon Judas» le 11 mai dernier, l'humoriste a trouvé à la porte de la salle le Mouvement de la Jeunesse Catholique de

France, et son tract «Halte au Blasphème» évoquant le spectacle comme «une nouvelle blessure pour les catholiques». Peu importe qu'au même moment, le dominicain Jean Cardonnel ait publié «Judas l'innocent» qui explique la «fabrication» du traître des Évangiles, et que cite Dieudonné sur scène. Le tract



insiste : «Si vous allez voir ce spectacle vous encouragez la discrimination religieuse (...) Ne commettez pas une nouvelle trahison», le tout assorti de la très généreuse citation de St-Jean : «Malheur à l'homme par qui le fils de l'homme est trahi. Mieux vaudrait que cet homme là ne fut pas né». Un genre d'appel à la fatwa catho pas très très sympa pour autrui.

Retour vers le futur

Marie-Madeleine Dieulangard, sénateur sortante PS, sera candidate aux prochaines sénatoriales de septembre. Ce qui est son droit. C'était aussi son droit de déclarer à *Ouest-France*, lors de sa première élection en 1992 : «En tout cas, moi, c'est très clair, je m'engage vraiment à n'exercer qu'un mandat. J'ai cinquante-six ans. Dans neuf ans, il me paraît raisonnable de m'arrêter.» Il faut croire qu'à soixante-cinq ans on y voit nettement moins clair, surtout pour se relire. Qu'en sera-t-il dans neuf ans, à soixante-quatorze ans ?

* *Ouest-France*, 29 septembre 1992

Vive Le Mappian libre !

Mais que devient Michel Le Mappian, ex-adjoint d'Ayrault, viré avec pertes et fracas des radicaux de gauche et immortel auteur de «Trahison et reniement» ? Pas d'inquiétude, son avenir politique est sauvé : il vient de déposer sa demande d'adhésion à... RPR ! Le gaulliste-en-chef Robert Diat confirme : «C'est vrai mais on fera le point en septembre. Pourvu que d'ici là Le Mappian n'ait pas changé d'avis et adhéré à l'OCI !

* Voir Lulu n°31

Avé Villiers

Pour qui sonne le gladiateur

Inondés de la Somme, consolez-vous. Certains ont vécu pire. Au Puy-du-Fou, la pluie a empêché de finir de peindre les gradins.

Ca se passe au Puy-du-Fou, en Villiérie centrale. Vous savez, chez Villiers, le scénariste du spectacle. Cette année, il a mis des Romains dans un stadium gallo-romain flambant neuf. Ou plutôt trempé neuf. Ça lui a gâché la première, ces intempéries. «Vous allez voir un spectacle pas rodé, pas encore au point, s'est excusé le père fondateur. Depuis septembre, il n'a pas arrêté de pleuvoir. Regardez les gradins, on n'a pas fini de les peindre»*. On attendait une petite pique contre Pasqua, mais le mentor-en-scène du bocage ne s'est pas mouillé. De quoi il se plaint, pourtant ? Il a bénéficié d'une animation grandeur nature, un remake du Déluge avec un petit air Deus ex Machina qui devrait lui plaire. Mais non. Il boude. Ses Romains d'opérette sont tout mouillés. Même pas eu le temps de sécher. Encore moins de répéter. Certains petits malins diront pourtant que l'histoire de la chrétienté façon péplum à moquette, a comme tendance à répéter les manipulations de l'histoire en image d'Épinal. Écoutons *Ouest-France* : «On retient son souffle lorsque lions et tigres entrent dans l'arène et se dirigent vers l'héroïne attachée à deux poteaux (...) Soline, chrétienne éprise du centurion Damien, celui-là même qui, au nom de sa foi, ose défier le gouverneur Marcellus». Historien qui fait toujours autorité sur le période, Edward Gibbon est l'auteur en 1776 du volumineux «*Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*», livre de chevet de Clémenceau et de Churchill et toujours best-seller au long cours. Il y explique notamment que le martyre des chrétiens est plus complexe que ne l'ont comporté «*les anciens apologistes du christianisme*» : ces bons auteurs ont censuré la conduite surprenante des juges de Rome

refusant pour «*la plupart le rôle odieux de persécuteur*», cherchant à éviter la mort à ces cathos mordicus, «*suggérant aux chrétiens les moyens d'étudier les sévérités de la loi*», ne recourant à la question «*pour arracher non l'aveu, mais la dénégation du crime*» de cette croyance nouvelle, secte concurrençant le polythéisme romanique. Gibbon cite Origène, St-Cyprien et St-Denys qui attestent formellement que «*le nombre des martyrs était peu considérable*» et a été «*fort multiplié*». Dignitaire en vue de la chrétienté, ce St-Cyprien, évêque de Carthage, a survécu sans être jeté aux lions, alors qu'au même moment «*quatre empereurs romains furent massacrés en l'espace de dix années*», avant d'être quand même zigouillé. La sentence proclamée, une foule de chrétiens s'offre, sans succès, de mourir avec le gourou. Ces volontaires furent épargnés «*avec indignation et mépris*» par les Romains. Gibbon cite l'étonnement des Anciens philosophes devant cette quête du martyr, attribuant ce désir de mort à un mélange de «*désespoir obstiné, d'insensibilité stupide ou de frénésie superstitieuse*». Comme les Fous de Dieu de l'Islam actuel, on cherchait à éviter purgatoire et ses vieilles revues de salle d'attente pour accéder direct au panthéon éternel. Mais qu'importe à Villiers ces finasseries sur les martyrs volontaires. Il a un parallèle à tenir : guerres de Vendée,

Antiquité, mêmes combats. République, Empire romain, même tintouin ! C'est la foi qu'on pourchasse. Et pour amuser le bon peuple qu'une démonstration aurait assommé, il reconstitue «*cinq tableaux inspirés de cinq péplums : le récent Gladiateur, Spartacus, Ben-Hur, Quo Vadis et Cléopâtre*»**. La plèbe veut des jeux. On lui donne des chars, des lions, des gladiateurs et des chrétiens persécutés. Ce qui est assez peu admissible : ces intermittents du spectacle sont payés même quand on ne les tue pas.

Chléo Pitre

* *Ouest-France*, 2 mai 2001

** *Ouest-France*, 2 mars 2001

*** *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*, coll. Bouquins, Éd. Robert Laffont.



Interruptus

La victoire des gens foutre

La prolifération de bars à cul intello est stoppée net. Le bar-galerie-librairie érotique envisagé à Nantes dans une cour rue d'Orléans restera un fantasme, vaincu par les culs serrés du coin. L'ex futur établissement interlope que François-Régis Renié voulait y ouvrir n'aura été pénétré que trois soirs par les adeptes de noir moulant luisant, fétichistes, artistes et partisans des rituels du corps. Le temps, en avril, de trois nuits inaugurales qu'aucune vraie ouverture n'a pu suivre. Mieux que les ligues de vertu, les copropriétés très bourgeoises qui veillent sur les lieux ont fait capoter le projet. Comme quoi, la pratique de la capote est plus répandue qu'on ne croit.

Cogneurs d'affiches

Le flic indic

Police et FN. Rubrique «liens». Le 30 mai dernier, lors du procès des trois cogneurs du Front National qui avaient agressé un colleur d'affiche isolé en février 1998, le président à la une déposition d'un de ces extrêmement droitiers pris la matraque à la main dans le sac : «*Bernard Fortin, le responsable du DPS (le département protection sécurité, milice et service d'ordre du FN) en Loire-Atlantique, savait par le commissaire Vetta que nous étions mouillés dans l'affaire*». Toujours utile de se faire informer avant que justice ne passe. Dans les couloirs de la police nantaise, ce commissaire n'a jamais fait mystère de ses sympathies d'extrême-droite. Il a depuis rejoint Nice. Où ses talents de bouche à oreille trouveront certainement à s'épanouir.



Histoire sans fin

La terre a de nouveau tremblé à Saint-Herblain

Si l'on n'a toujours aucune information sérieuse sur le monstre du Loch Ness, aucune preuve tangible de l'existence du Yéti, rien à ajouter sur la bête du Gévaudan, en revanche l'on sait que Monique Colvez s'est réveillée et sème à nouveau la terreur dans son quartier de Saint-Herblain.

Nos plus anciens lecteurs se souviendront des exploits de cette dame, épouse de l'ancien patron des flics de Loire-Inférieure, dont la principale activité consistait à nuire à ses voisins avec une imagination qui, quoique circonscrite à son quartier, ne connaissait aucune limite : destruction de plantes dans les jardins, jets de débris par dessus les haies, voitures rayées, bris de vitrine, insultes racistes, hurlements continus sur ses voisins... La justice saisie d'effroi a fini par condamner la furie à l'obligation de soins et à une interdiction de paraître dans le quartier. Les voisins retrouvèrent quiétude et bonne humeur et l'on aurait pu croire, au désespoir de nos lecteurs, que ce feuilleton avait pris fin. L'interdiction de paraître levée en juillet 2000 ne semblait pas gâcher le happy end...

Or il n'en est rien. Depuis mai, Monique est de retour et toujours pleine de facéties. Passons sur du mobilier de jardin jeté pêle-mêle dans une pièce d'eau, un peu de soude caustique versée nuitamment sur quelques



végétaux, sans doute les fruits de phénomènes surnaturels aisément explicables par arts divinatoires. Du fantastique au polar il n'y a qu'un pas, allégrement franchi par Monique Colvez qui s'est fait alpaguer par une patrouille de flics après avoir rayé la voiture d'une voisine, laquelle voisine se trouve être, pas de chance, capitaine de police à ses heures ouvrables. Les poulets ont immédiatement reconnu la délicate épouse de leur ex-grand chef et détiennent enfin une preuve flagrante de ses hobbies nocturnes. La fliquette et néanmoins victime a porté plainte : audience le 25 juillet.

Suggestion : ne pourrait-on enfermer Monique dans le Loft ? Ses voisins seraient sûrs de ne pas la perdre de vue et cela aurait tout de même une autre gueule que les minauderies de Loana...

Notre-Dame-des-Glandes

Il est déconseillé de prendre les avions en marche

Nouveau conseiller général dans la zone de Notre-Dame-des-Landes, Hervé Bocher ne manque pas d'air. Il prend son envol par un grand début public.

A en croire *Nantes-Passion* de décembre 2000, c'est déjà fait. Les bulldozers à peine essouffés d'avoir transformé tant de mauvaise herbe à vache inutile en magnifiques pistes à jolis n'avions, les jets prendront possession du tarmac. Enfin, vers 2010. Les trains d'atterrissage en piaffent déjà. Hormis pour les élus du cru, pauvres bougres tenus à l'écart de l'information, la plate forme aéroportuaire de Notre-Dame-des-Landes n'aurait donc que des avantages. Très enthousiasmé à l'annonce du feu vert ministériel en octobre dernier, Ayrault a seulement demandé un effort de «*transparence*». Super, on va pouvoir mater les Australiens par en dessous à travers le bitume des pistes. En mars dernier, aux cantonales à La Chapelle-sur-Erdre, le socialiste Hervé Bocher («*autant de charisme et d'humour qu'un ours blanc sur la banquise*») note un observateur, gagne d'un demi accouder le siège de conseiller général. Après le premier tour, déguisé en rose très mollo, il a obtenu in extremis le retrait du candidat Verts et Alternatifs

Jean-Paul Minier qui le talonnait de quelque dizaines de voix. Les écologistes annoncent alors que la Commission nationale du débat public, a été saisie le 17 janvier par l'Union française contre les nuisances des avions, afin de débattre Notre-Dame-des-Landes à l'air libre. Et que le grand débat sera proposé à la prochaine séance, le 14 mai. Au courant de rien, Hervé Bocher tombe des nues. Lui qui travaille pourtant comme chargé de mission à la Direction régionale de l'Environnement, dont le ministère de tutelle finance et héberge justement la commission du débat public. L'information circule décidément mal. Il faut cinq jours à Ayrault pour voler à son secours : «*Les candidats de la gauche plurielle ont pu constater l'inquiétude grandissante de la population concernée*», clame-t-il à la presse*. en affirmant dans la foulée que Bocher a aussi saisi la Commission nationale du débat public. Le hic, c'est que pas plus que Céline Dion ou qu'un quelconque nonce apostolique, un élu n'est habilité à saisir cette fichue commission qui se veut justement indépendante

des politiques. Faute de grives, on mange des e-mail : Bocher se serait en fait contenté d'un message électronique à la fameuse commission du débat public pour demander un rendez-vous à son président. Histoire qu'on pense à lui pour former le comité local d'organisation du fameux débat public, lui octroyant un strapontin à la tour de contrôle. Accroche-toi aux ailes, on enlève la terre.

* *Ouest-France*, le 26 mars 2001.

PANIQUE À NOTRE-DAME-DES-LANDES!!



Mauvais plan pour l'expert en bâtiment

L'expert judiciaire dont Lulu s'est lâchement moqué n'a pu obtenir réparation devant les tribunaux. Pire, voilà que le Tribunal de Saint-Nazaire confirme que son expertise ne vaut pas un clou.

« Avant tout j'aimerais qu'on nous donne des nouvelles du toit de monsieur X. Nous savons bien qu'après examen ce toit avait été déclaré bon pour le service, et que ce monsieur X est sans doute la victime de la première pluie virtuelle en Loire-Inférieure, il n'empêche que les dégâts apparents et l'inconfort qui en résultent sont de toutes façons pour le moins désagréables. Et donc si nous avons l'assurance que le toit de monsieur X ne fuit plus, nous aurons l'esprit plus tranquille pour juger en toute sérénité les rédacteurs de la Lettre à Lulu. » Jean Rouaud, le célèbre écrivain de Loire-Inférieure, qui s'inquiétait l'an dernier des

ennuis judiciaires du journal, peut être rassuré. Le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire a finalement ordonné la réfection de la toiture des époux Thomas à Saint-Joachim. Cela contre l'avis d'un certain Hervé L., maître d'œuvre à Guérande et expert en bâtiment auprès des tribunaux, qui avait jugé cette toiture poreuse conforme aux règles de l'art. L'expert avait, dans la foulée, poursuivi Lulu, coupable d'avoir publié un papier intitulé « L'expert couvre les toitures qui fuient. » Au terme d'un feuilleton qui dure maintenant depuis quatre ans, Gilles Thomas et sa petite famille ont donc virtuellement obtenu gain de cause devant la justice. Virtuellement pour l'heure, puisque l'artisan condamné, sans doute vexé, n'a toujours pas commencé les travaux. Nul doute que la justice nazairienne, soucieuse de montrer qu'elle sait se faire respecter va faire diligence pour faire appliquer sa décision.

Autre petit plaisir pour Lulu, qui rappelons-le avait obtenu l'an dernier l'annulation de la procédure intentée par Hervé L. : ce

dernier vient également d'être désavoué dans le second dossier évoqué par le journal. Le nouvel expert chargé d'examiner les travaux effectués chez Bruno David – des cloisons posées en dépit du bon sens, bourrées de briques verticales – a évalué à 155 000 francs le préjudice subi par cet agriculteur, après avoir démonté une à une les conclusions d'Hervé L. Les époux David, dont la maison avait été perquisitionnée par la gendarmerie après l'article de Lulu, n'y croyaient plus. Reste maintenant à faire valider cette nouvelle expertise par le tribunal. Puis à faire appliquer l'éventuelle décision. Si tout a bien été échafaudé.



NOTRE FEUILLETON DE L'OR et du sang

Deuxième épisode

Résumé de l'épisode précédent

À quelques semaines des élections municipales, deux prostituées, Résille et Neuf-Trous, trouvent en pleine nuit un noyé dans le bassin supérieur de la fontaine de la place Royale. Tout fait penser à un accident éthylique. Les journaux s'emparent de l'affaire avec une perspicacité variable. Deux faits leurs échappent : une silhouette noire et claudicante s'éloignait dans le brouillard au moment de la macabre découverte ; le petit poing serré du cadavre contenait un bout de papier. On pouvait y lire : « Je vous annonce du sang, je vous promets de l'or. »

Joey's not dead

C'était à Nantes, au conseil municipal, quelques jours après la mort de Joey Ramone. Jean-Marc Villain, le maire fraîchement réélu pour la deuxième fois en était plus affecté qu'il ne l'aurait cru. Tout ceci n'était pas si loin, et encore vivant : l'époque où les yeux cachés par de longs cheveux blonds et des lunettes noires, vêtu d'un t-shirt sale, d'un perfecto trop court et d'un jean déchiré, il hurlait gabba gabba hey gabba gabba hey quand les Ramones chantaient I don't wanna be a pinhead no more. Puis il y avait eu l'élection à la mairie de Saint-Jupien en 1977, les costumes et les cravates et un dernier concert, en catimini, le 31 décembre de la même année, au Rainbow Theater à Londres. Mais Sheena, Judy et Rockaway Beach n'avaient jamais vraiment quitté le cœur resté sauvage de l'homme public.

Jean-Luc Hélaforot, candidat battu de l'opposition, rendait lui aussi hommage, sans le savoir et à sa manière, aux Ramones en entamant une bavarde variation sur une de leurs dernières chansons,

I got a lot to say I can't remember now. Emporté par ses souvenirs, le maire, qui commençait à dodeliner de la tête en chantant (intérieurement, bien sûr) : happier happier all the time shock treatment i'm doing fine, aurait fini, qui sait, par se lever en pogotant et en hurlant gimme gimme shocktreatment. Mais un cri, bref et saisissant, venu de l'escalier qui mène à la salle du conseil l'en préserva, en même temps qu'il figeait tous les conseillers municipaux. Un huissier paniqué pénétra dans la salle du conseil, le teint livide et la redingote défaite : « Il est mort, il est mort. »

Et en effet, sur les marches, gisait un homme aux vêtements déchirés. Un couteau était fiché profondément entre ses omoplates. La lame tenait une feuille de papier où était écrit, en gras et en capitales : « Je vous annonce du sang, je vous promets de l'or. »

De l'intérêt des études de lettres

Vendredi était une jeune fille ravissante, et seule. Son singulier prénom en était la cause. Quoique jeune, elle ne comptait déjà plus les garçons qui lui disaient ou lui écrivaient « je veux être ton Robinson ». Certains même ne se privaient pas de lui vanter leur grosse, pensaient-ils, île déserte. C'était le plus sûr moyen d'éloigner Vendredi. Car si elle portait ce doux prénom, c'était parce qu'elle était née le lendemain du jour où son père terminait une monumentale étude sur Le nommé Jeudi de G.K. Chesterton. Vendredi vénérat son père, d'autant plus qu'il était mort. Toute référence, rapportée à sa personne, à Daniel Defoe était donc pour elle le signe de l'in-

capacité des garçons à rivaliser avec la figure masculine qui l'avait tant marquée. Elle-même connaissait par cœur les aventures de Gabriel Syme, lancé à la poursuite des dangereux anarchistes dirigés par le nommé Jeudi. Qu'on puisse les ignorer lui paraissait inconcevable.

Elle était étudiante à la faculté de Nantes, où elle terminait, sous la direction du professeur Patrick Souvestre (coïncidence qui l'enchantait) une thèse sur Fantômas.

Habitant Cour des 50 otages, elle passait quotidiennement devant l'Hôtel de ville. Ce jour là, l'affluence de badauds et de policiers attira son attention et elle se mêla à la foule. Elle apprit les circonstances du crime et, à sa grande stupéfaction, la curieuse prédiction écrite sur le papier sanglant. Car cette phrase, cette phrase aux échos sinistres, elle la connaissait. Rebroussant chemin en toute hâte, elle rentra chez elle et sans même refermer sa porte derrière elle, se précipita sur sa bibliothèque. Elle y prit un livre, le feuilleta fiévreusement. C'était bien là, page 44 de son édition du Train perdu : « Je vous annonce du sang, je vous promets de l'or... ». Et cette phrase, dite « d'une voix basse qui pourtant résonnait étrangement dans la nuit », c'était Fantômas qui la prononçait !

Devant l'hôtel de ville, une clocharde, à qui plusieurs manteaux enlevaient presque forme humaine et qu'un boitement faisait surnommer La bancale, était montée à grand-peine sur les grilles. Elle marmonnait en direction d'une foule mal contenue par la police municipale : « Il revient, il revient ». Mais personne ne prenait garde.



Nantes gagne des parts de ghetto (de riches)

A Nantes, où l'immobilier flambe, on n'achète pas d'extincteur, on s'embourgeoise mollement mais sûrement.

Depuis plus d'un an, une frénésie s'est emparée des prix de l'immobilier, ancien, neuf, apparts, maisons. Les nantis Nantais se frottent les mains. Cette ville tenue par un socialo-communiste est finalement très fréquentable. Effet direct de ces mètres carrés prohibitifs, les pauvres n'ont qu'à reculer jusqu'à les arbres, et même bien au delà. Le discours permanent sur la séduction exercée par la ville s'adresse aux cadres exerçant dans un secteur stratégique, aux ingénieurs de l'aéronautique, des industries de la santé et de l'agro-alimentaire, aux chercheurs de haut niveau, aux consultants dans des activités high tech. Dominée par l'économie et les notions d'image, cette vision souriante ne profite pas à tous. A terme, les tensions sociales pourraient s'en ressentir si le fossé de revenus et de bien-être se creusait avec les exclus de cette euphorie, les anciens pauvres pas bien repentis, les écartés du plein emploi, confrontés à une seule reprise, celle d'éventuels contrats précaires, avec pour toute perspective des horizons aussi sombres que proches.

Pavillon bas pour les pauvres

Les prix flambant, les revenus modestes peuvent aller se faire voir au delà de la « première couronne » qui comprend Bouguenais, Rezé, St-Sébastien, Ste-Luce, Carquefou, La Chapelle-sur-Erdre, Orvault et St-Herblain. « Il faut faire dix à vingt kilomètres au delà de la grande périphérie pour trouver un terrain à 200 000 F et une construction à 500 000 F, confie un promoteur. Ceux qui achètent leur première maison sont rejetés à l'extérieur de la communauté urbaine. Ce qui recrée le phénomène des PAP (prêts d'accession à la propriété) des années 70, avec des situations fragiles si le ménage éclate. Les banquiers sont les premiers à tirer la sonnette d'alarme. »

« Il y a trois ans, acheter un terrain 400 000 F

ou un peu plus, c'était dépenser beaucoup. Aujourd'hui, c'est un minimum dans l'emprise de l'agglomération, note l'architecte Michel Gautier. Au total, on peut dire que les riches se casent dans la première couronne, les pauvres étant repoussés à partir de la deuxième couronne. Pour contrer cette tendance, il faudrait que Jean-Marc Ayrault, patron de la communauté urbaine, libère de manière volontariste les plans d'occupation des sols des communes autour de Nantes pour que s'y créent des lotissements avec des lots moyens à 350 000 F, sans tomber dans le bas de gamme. Jusqu'ici certaines communes ont bloqué les opportunités, faisant artificiellement monter les prix. » À court terme, la communauté urbaine détient les clés de la politique d'urbanisation des marches de Nantes. La délivrance des permis de construire échappe aux maires qui n'ont plus qu'un droit de veto, l'instruction des dossiers se fait au sein de la communauté urbaine. « Si certaines communes n'ont pas validé leur schéma directeur d'urbanisme avant l'été, les projets de lotissements vont être bloqués, augmentant le cadre de pénurie », dit un négociateur de terrains chez Star Terre.

D'autres mouvements de rejet des clientèles modestes vers l'extérieur se font sentir dans le secteur de Gesvres, entre Nantes et La Chapelle-sur-Erdre. « C'étaient des lotissements populaires dont les maisons se vendaient encore autour de 600 000 F il y a deux ans. Aujourd'hui ça ne part pas à moins de 900 000 F pour une clientèle plus standing », note Yannick Zoarski qui dirige l'agence JMI Transac.

Avec une image de championne de la récession à la propriété pour les pauvres, Nantes risque de faire fuir l'électorat de gauche. L'avenir d'Ayrault est sérieusement menacé.

Jean-Pierre Parpaing



Affront de mer

La Baule : massacre à la bétonneuse

La Baule, son remblai, son éco-musée de la promotion immobilière, les dégâts de l'architecture financière sacrifiant les villas de charme à l'édification d'un mur de béton à millions sont étalés en format poche, édité par l'architecte baulois Alain Charles sur ses deniers, un étonnant panorama en accordéon de 25 plis, étirable sur 4,50 m de long. Simple et édifiant, le constat met l'un en dessous l'autre la photo du front de mer du Pouliguen à Pornichet, en 1960 et trente ans plus tard. Constat accablant des années béton, à l'ombre de la truie de la maison Guichard et successeurs. Disponible dans les librairies de la Côte d'Amour dignes de ce nom. Et auprès de l'auteur, Alain Charles, 1, avenue Pierre Loti, 44500 La Baule. 135 F franco de port.

Bétonno

L'esprit maison du maire de Pornic

On ne peut pas le taxer d'immobilisme. Son truc, c'est l'immobilier. Maire RPR de Pornic et nouveau commis aux affaires sociales au Département, Philippe Boënnec bétonne moins son image que le littoral.

En campagne électorale, le porte-à-porte est réputé porteur. Pour contrer l'adversaire, une nouvelle méthode est née à Pornic : tenir la jambe des tchatcheurs électoraux d'en face pour leur faire perdre leur temps. Au dernières municipales, la liste du maire sortant a ainsi débiné ses adversaires et conseillé aux Pornicais : «S'il viennent chez vous, discutez, retenez-les longtemps. Ils pourront ainsi faire moins de maisons». Question maison, le bon docteur Boënnec en connaît pourtant un rayon, bricolant un peu dans l'immobilier, donnant dans le béton à ses heures, étant administrateur d'Atlantic Littoral Promotion. Le même bon docteur est aussi administrateur, avec une partie des mêmes comparses, d'une autre société anonyme, l'Immobilière du Quai de Versailles, revendue par le Crédit Mutuel au Crédit Immobilier de Loire-Inférieure en 1995. Sûrement un accident. Société anonyme au capital de 12 millions de francs dépendant du Crédit immobilier, Atlantic Littoral Promotion réalise à Pornic, comme c'est curieux, les Terrasses du Green, un ensemble de 24 logements et 9 maisons avec vue imprenable

sur le golf. Mais promis juré, Monsieur Boënnec n'en profite aucunement, a-t-il écrit à Lulu : «Il est exact que je suis membre d'Atlantic Littoral Promotion (organisme contribuant au financement de nombreux logements sociaux), mais on pourra vérifier qu'en raison d'un agenda chargé, je n'ai assisté à

aucun conseil d'administration de cette société». Il devrait faire attention aux agendas chargés, le coup peut partir tout seul. On a vu tellement d'accidents. Quant aux «logements sociaux», à 11 000 F le mètre carré pour les Terrasses du Green, c'est un vision assez élargie du logement social.



Dicodéur

Adjointe à la définition

Nommée adjointe à l'urbanisme depuis les dernières élections à Guérande, Madame Mahé* a aussitôt démontré qu'elle savait de quoi il en retournait, en lisant au Conseil municipal la définition, selon le Larousse, de l'urbanisme. Ce qui prouve au moins qu'elle sait lire jusqu'à la lettre U, disent les mauvais esprits qui prennent tout au pied de la lettre.

* Accessoirement épouse de monsieur Mahé, à la tête de la société d'assainissement CISE en presque île guérandaise, qui faisait l'eau et le beau temps sur les marchés publics longuement décortiqués par la justice lors du scandale du Sivom.

Ça sent, sûr !

Dédé Tri-art

C'est rigolo d'être dessinateur de presse, surtout chez Lulu. Outre le plaisir de faire des gros nez aux célébrités locales, on connaît l'excitation de la clandestinité. Témoin, l'aventure qui est arrivée à Faucompré, prié de décliner sa bio dans *Marque-Page*, le bulletin de la bibliothèque départementale de prêts. L'imprudent eut l'impudence de glisser parmi ses œuvres personnelles sa collaboration à *La Lettre à Lulu*. «Pas possible, s'est-il entendu répondre, ça pourrait déplaire à certains.» On n'ose croire que ce zèle précédait quelque velléité censurante du Conseil général...

Cosy

Il est permis de permettre

Roger Gobin, l'ancien adjoint à l'urbanisme de Pornic est parfait. Il s'est lui-même signé, en avril 97, un permis de construire pour sa demeure dans le quartier de La Noëveillard, en s'autorisant un dépassement du COS, le coefficient d'occupation du sol

qui régit les surfaces autorisées à construire, et en édifiant un deuxième garage de 20 m² qui est notifié sur le permis comme un auvent, donc ouvert à tous vents. Le vent n'a qu'à se glisser sous la porte du garage et ni vu ni connu.

Coup dur

L'Hebdo de Nantes passera-t-il l'été (ailleurs que sur le sable) ?

«Ambiance lourde et pesante» à *L'Hebdo de Nantes*. Le journal qui s'est penché de près sur *Loft Story*, semble en appliquer les règles par un dégraissage progressif. De sept en février avant le départ d'Alain Le Bloas, qui a essuyé les plâtres d'un lancement poussif, la rédaction se retrouve à cinq fin juin. Le tout pas vraiment dans la joie et la bonne humeur : des journalistes virés, la correspondante de la page «balades» qui claque la porte, fin de contrat en juin pour le maquettiste, le photographe non remplacé pendant les vacances... Ça sent sévèrement le roussi. Cette fuite de cerveaux s'explique par des diffi-

cultés chroniques. *Le Télégramme*, actionnaire à 55%, commence à trouver l'addition un peu lourde : *L'Hebdo* affiche cinq millions de pertes pour l'exercice 99-2000. Le vieux Coudurier, patron du *Télégramme* et néanmoins papa d'Hubert, le directeur de *L'Hebdo*, s'est réveillé en sursaut et a octroyé «trois mois pour réagir». Hubert a dû prendre son bâton de pèlerin pour trouver un sauveur : après avoir vu la Socpresse (*Presse-Océan*) et *Le Monde*, il a déniché in fine un certain Thierry Veret, proprio de plusieurs petits canards en France qui s'était illustré il y a plusieurs années en reprenant

quelques temps *L'Événement du Jeudi*. De l'aveu même d'Hubert Coudurier, Veret représente «la dernière chance» de *L'Hebdo* : soit ce partenaire financier joue le jeu, soit c'est la clé sous la porte. Résultat cet été. Les survivants de cette aventure de presse ont des soucis à se faire. Vendredi 15 juin, le directeur des ressources humaines du *Télégramme* s'est pointé à Nantes, ce qui n'annonce jamais rien de bon. Il a même dîné le soir dans un restau nantais avec Charles Baudinat, l'ancien d'Antenne 2 qui avait pour mission jusqu'en juin de sauver *L'Hebdo*. Ce dernier lui a glissé entre la mozzarella et le tiramisu

ce littéralement dans les marais côtiers de la fin du premier millénaire, et nous noie dans ce paysage improbable où le diable est le seul à pouvoir mettre pied «car tout le reste, hommes chiens et chevaux, s'y enfonce en un clin d'œil, dans un suaire de gaz puants.» *Odyssée qui se déroule en compagnie d'une tribu de moines défricheurs et, à l'occasion, fornicateurs.* La fornication, c'est également l'exercice auquel se livre avec une constance méritoire et une touchante légèreté la jeune Paspion, l'héroïne antique de l'érudite Nantais Meusnier de Querlon, que vient de ressusciter *Le Passeur*. Meusnier de Querlon, dont le prénom n'était pas Boulevard comme certains l'imaginaient mais Anne-Gabriel, était en effet, outre un brillant intellectuel du XVIII^{ème}, éditeur du *Journal d'Italie de Montaigne* et de *l'Éloge de la folie d'Érasme*, un authentique écrivain libertin, comme nous le rappelle opportunément ce joli petit livre, sous-titré «La courtisane de Smyrne». Inutile cependant de se ruer sur l'ouvrage pour y trouver des scènes hard. Le texte est tout en subtile retenue, à l'image de cette remarque de Paspion, qui vient de conquérir un nouvel amant : «Je l'invitai à perdre chez moi les moments dont il pourrait être embarrassé.» Juste pour le plaisir.

Philippe Dossier

Banlieuserie, Ghislaine Mallard, éd. du Petit pavé, 164 p., 105 fr.
Lumière d'homme, Geneviève Lebouteux, éd. de l'Opéra, 90 p., 90 fr.
Les passants immobiles, (collectif), éd. Joca Séria, 144 p., 120 fr.
Paspion ou la courtisane de Smyrne, *Le Passeur*, 160 p., 90 fr.



à propos de sa rédaction : «C'est une bonne équipe, ce serait dommage de ne pas les garder, même ailleurs.» En attendant d'aller voir ailleurs, l'équipe en question peut prendre des vacances : *L'Hebdo* ne paraîtra pas les 8 et 15 août prochains. Fait trop chaud ? Espérons quand même qu'avec les feuilles mortes de la rentrée nous retrouverons notre feuille hebdomadaire préférée.

Nouvel Ouest : le martyrologue d'un groupe de presse

Cher Loulou, mon cher ami,
Nous avons appris avec émotion que tu as été condamné pour diffamation, en mars dernier, en correctionnelle à Rennes. Même si cette infamie devait rester inscrite sur un des volets de ton casier judiciaire, nous te gardons, sache le, toute notre estime. Car 10 000 F d'amende, c'est très lourd, quand on s'efforce comme toi, d'économiser sou après sou tous les mois pour sortir *Le Nouvel Ouest* au prix d'efforts surhumains, de surpassement de papier glacé et d'une surenchère d'autres qualités suréminentes. Et tous ces tracassés s'abattent sur toi pour avoir repris les propos d'Irène Frain. L'amère écrivaine n'avait pas pu refréner son ire contre Michel Le Bris, traité d'ancien militant de la Cause du Peuple, ce qu'il est, mais aussi «*revenu en Bretagne, le temps d'un livre*», alors qu'il habite près

de Rennes depuis 1977. La dame a accusé le monsieur de mercantile, coupable de vendre le concept du festival Étonnants Voyageurs «*un peu partout dans le monde avec les royalties confortables qui s'y rattachent*». Condamnée au même tarif que toi, la piteuse madame Frain a reconnu à l'audience que depuis plusieurs années, elle était profondément blessée de ne plus être invitée au festival malouin et qu'elle a «*exprimé sa blessure en termes affectifs*». En grand homme de presse que tu es, tu as fait dire par ton avocat que la liberté de la presse, la démocratie, tout ça. Mais on ne t'a pas entendu. Condamné, toi, quelle misère, en pleine gloire. L'histoire de la presse n'en sort pas grandie, ah ça non. Cher Loulou, notre ami, reçois l'expression de nos sidérations distinguées.

Lulu

Presse-Océan : la stratégie du schizophréning

Cher Chaise,
Félicitations mon cher, tu diriges un empire qui sait merveilleusement jouer la synergie entre ses fleurons, FC Nantes et *Presse-Océan*. Le 11 juin, alors que la menace gronde de retrograder le premier du championnat, un rédacteur anonyme de ton quotidien nantais a su porter le débat sur un autre terrain. Subtilement, il se livre à une attaque en règle des tarifs des abonnements de la prochaine saison à la Beaujoire, fondement même des équilibres financiers du groupe Socpresse. Certes, les fidèles de la tribune présidentielle voient tripler le prix de leur sièges à l'année, désormais à 7 500 F, prix d'ami. Sous le titre apparemment irrespectueux «*le FC Nantes déçoit ses fidèles*», on lit que le groupe Darmon a récupéré les 3 653 sièges de cette tribune prestigieuse pour les mon-

nayer au prix fort à une clientèle d'entreprises. Maniant une fausse schizophrénie, l'article fustige le manque d'élégance du club et pire, sa «*volonté de tout sacrifier au mercantilisme*». Quelle audace de marketing d'avant garde et de communication implacable. Certains diront que *Presse-O* a marqué contre son camp. Erreur. La fausse polémique séduit les pingres - il y en a dans tout le lectorat -, ceux qui fantasment sur l'indépendance de la presse, et permet en retour d'accorder de pleines pages au club pour justifier les nouveaux tarifs. Merveille d'orchestration d'une campagne de promotion, surfant sur de feintes contradictions. Résonnez trompettes, sonnez tambours. Et proposez, mon cher Chaise, votre rédacteur sans nom au prix Pulitzer de l'infommunication.

Lulu

Fanzine

Le Nouvel Ouest : des mille et des cents

Hervé Louboutin est un farceur. C'est aussi pour cela qu'on l'aime. Et ce louboutentrain n'en perd jamais une pour faire se gondoler ses lecteurs, ses collègues, même ses clients. Tenez, prenez son magnifique document publicitaire tout en papier glacé. Rien que le titre est à hurler de rire : il annonce dès 1998 pour *Le Nouvel Ouest* «*16 départements, 25 000 exemplaires, un réseau de 5 000 distributeurs*». vous ne voyez pas ce qui est risible ? C'est qu'il s'agit d'un canular à double effet : un document interne du *Nouvel Ouest* portant sur la même période, soit 1998, montre qu'en réalité la moyenne de diffusion ne dépasse pas 11 423 exemplaires, pour une moyenne de vente de 1 631 exemplaires, avec un bouillon* oscillant gaiement entre 73 et 93,8 % ! Nous sommes loin des 25 000 exemplaires annoncés... Amusant, non ?

Plus rigolo encore, ce document démontre que *Le Nouvel Ouest* ne dépasse pas toujours les mille exemplaires vendus par numéro. Ce qui, soit dit en passant, relève de l'exploit avec un réseau de 5 000 distributeurs. Les ventes vont de 4 609 (n°1) à 1 511 (n°17), en passant par 837, 929, 626, 586, 687, 811 exemplaires vendus entretemps... Sacré Loulou !
En tout cas, au prix où il vend ses pages de pub dans *Le Nouvel Ouest*, une chose est sûre : le sens du comique n'exclut pas le sens des affaires. Peut-être même bien au contraire. Surtout lorsqu'on sait qu'il est extrêmement rare dans la presse de voir son chiffre grimper après les premiers numéros. Pourvu que ses clients qui lui achètent des pages de pub depuis des années n'étouffent pas... de rire.

* Terme désignant les invendus dans la presse.

Dircomique

Ne dites pas à ma mère que je suis dircom à la mairie, elle me croit écrivain chez Siloë

Guy Lorant, directeur de la com' à Jean-Marc, vient de pondre un opuscule finement intitulé «*Réflexions d'un dircom qui se demande si la communication vaut bien la peine d'être vécue*». Depuis le temps que Guy Lorant vit de la com', on pourrait se demander, vu la longueur du titre, si tout n'est pas dit dès la couverture. On aurait tort, car le subtil «*dircom*» nous offre un roman à clefs qui ira droit au cœur du petit monde politico-médiatique nantais. Et l'insinueux sait y faire pour serpenter entre les lignes et distiller son venin.

Ainsi des journalistes, ces «*plumitifs schizophrènes*» chez qui il décèle «*une confusion entre la personnalité de celui qui en est atteint et celle de ses interlocuteurs, ministres, députés...*» Leur reproche-t-il cette confusion ? L'audacieux ne le dit pas. Sans doute une séquelle de sa vie antérieure de... journaliste ! Ainsi de ses collègues de la mairie, qu'il ne nomme jamais mais que les mauvais esprits reconnaîtront : faut-il deviner, par exemple, derrière le «*personnage tout en gris (...)* jusqu'à ses idées» l'éminent Jean-Louis Gentile, conseiller spécial du bourgmestre ? «*Énarque souvent, technocrate toujours, spécialisé dans la tactique, qu'il se plaie à prendre pour de la stratégie, son métier de conseiller du prince l'aurole d'un prestige qu'il aime à entretenir, ne*

connaissant qu'un maître, autour duquel il n'hésite pas à faire le vide, pour consolider sa lourde tâche, incompatible avec toute forme de concurrence». L'aimable portrait n'a rien à envier avec celui des élus affligés d'une «*hypertrophie du nombril*», qui se manifeste «*chez des hommes atteints d'une prééminence ventrale facilitant le port d'une écharpe*», distinguant mal «*la différence entre une séance de réception sous la Coupole et un discours pour comice agricole*»... Les ventrus qui ont eu à annoncer les discours écrits par Guy Lorant se compteront. Malin, Guy Lorant n'oublie pas de se gratifier d'un chapitre où il narre sa névrose : «*Aussi brillant que superficiel, (...) il souffre d'un mal terrible : la déprime de l'ayatollah, qui le rend l'ombre de lui-même*». Une ombre mise en lumière dans ce livre joliment écrit, auquel il ne manque peut-être qu'une page : «*Le lumbago de la courbette*», encore que Guy Lorant n'oublie pas de conclure un chapitre d'un tonitruant «*Merci, Monsieur Ayrault !*» Il fallait bien qu'un nom fût donné... N'oublions pas qu'il reste à son auteur encore quelques années à tirer à la mairie.

Réflexions d'un dircom,
Guy Lorant, éd. Siloë,
244 p., 100 fr.

• MA BRELOQUE DANS LE JOURNAL

Ouest-France, le 30 mars 2001.
Sa confiance commence par «*aujourd'hui, je suis décoré...*» Comme personne n'avait remarqué qu'André-Charles Martin avait eu le plastron orné d'une breloque, le très intéressé s'est fendu d'une lettre au courrier des lecteurs pour souligner l'importance de l'événement mondial. On n'est jamais mieux gloriolé que par soi-même.

• REPORT DE L'ANGOISSE

L'Éclair, le 27 avril 2001.
Une brève de la chronique judiciaire évoque le report d'une affaire programmée par la cour d'assises en titrant : «*Le triple assassinat de Beaulieu reporté*». Pourvu que la police note la date pour intervenir avant. Au moins pour un ou deux assassinats.

• AU TURF, LES FILLES !

Ouest-France, le 23 avril 2001.
Pour présenter la saison hippique locale, *Ouest-France* nous apprend incidemment que les jours de courses de canassons, l'entrée à l'hippodrome de la Roche-sur-Yon est gratuite pour les femmes. Ça doit être pour faire joli dans les tribunes. À noter que les chevaux non plus ne payent pas leur entrée.

L'ÉCUREUIL SAIT POURQUOI

L'Éclair, le 28 avril 2001.
La Caisse d'Épargne des Pays de la Loire affiche ses bénéfices ? Cité par *L'Éclair*, son président André Tinière explique la confrontation entre «*l'exigence de rentabilité*» et la «*culture spécifique*» de sa boutique : «*Le problème n'est pas de faire du chiffre, c'est de savoir pourquoi*. Ah bon. Mais pourquoi ? Allez savoir.

Sous-soutiers de l'info O.-F. et P.-O. ne pigent rien

Soucieux sans doute d'épargner à leurs lecteurs d'ennuyeux détails, *Ouest-France* et *Presse-Océan* ont négligé de diffuser une information qui les touche pourtant de près. Lundi 7 mai, *Libération* annonce les nouvelles résolutions prises par l'USJ-CFDT et issue de son assemblée générale, concernant «*le sort des correspondants locaux de presse, qui sont en fait souvent des pigistes auxquels ce statut n'est pas reconnu*». Et si *Ouest-France* publie le même jour un long article sur cette réunion, pas un mot sur cette motion votée à l'unanimité dès le début de séance. Plus fort encore, l'extrême pudeur de *Presse-Océan* - grand consommateur de correspondants devant l'éternel - qui n'accorde pas une ligne au sujet. Il est vrai que cela ne concerne que quelques centaines de personnes dans le département et seulement 40 000 en France**. Brouilles.

* Indispensables aux rédactions de la presse quotidienne régionale, les correspondants locaux sont environ 5 fois plus nombreux que les journalistes. Travailleurs indépendants, mal payés, ils ne reçoivent pas de bulletin de salaire pour leur travail et rien de ce qui va avec (congés payés, arrêt maladie, etc.)

** Presse-Papier, association de défense des correspondants locaux de presse, est basée à Rezé. Site internet : www.respublica.fr/presse-papier.

PARTICIPEZ AU
LOUBOUTHON
POUR SAUVER UN NUMÉRO DU
NOUVEL OUEST



Bof story

Si l'on enfermait tous les topés du mois dans le Loft, la piscine déborderait-elle ? Monique et Édouard nous offriraient-ils le spectacle attendrissant de leurs amours ? Le public virerait-il Jean-Luc ou Jean-Marc ? Charles Gautier et François Autain en viendraient-ils aux mains ? Autant de questions essentielles qui feraient les beaux jours de la presse, à voir le traitement infligé à Julie la Nantaise par nos Rouletabille locaux. La belle prend la tête du Top 44 sans effort, après avoir pris celle des lecteurs pendant quinze jours : pas moins d'un dossier dans *L'Hebdo* et trois « une » de *Presse-O* pour notre loftée de Saint-Jean-de-Boiseau. Ça c'est de l'actu, coco !

Il faut dire que l'actu, la vraie, s'est faite plutôt maigre ces temps-ci. Comme si une fois passés les élections et le championnat de France de baballe, le monde s'était arrêté. Ou presque : il aura fallu un tremblement de terre pour secouer nos feuilles de leur torpeur printanière. Nos politiques sont-ils parti en vacances sitôt élus ou réélus ? À moins qu'ils ne préparent déjà les prochaines élections, discrètement mais sûrement, loin des yeux des é-lecteurs... Finir sa carrière au Sénat est un sacrifice auquel sont prêts la plupart de nos élus, toujours aussi dévoués à la cause. À la cause toujours ?

CLASSEMENT MAI/JUIN 2001

Les points sont attribués en fonction de l'emplacement de la photo dans les éditions de *Ouest-France*, de *l'Éclair* (1^{er} page et/ou couleur, 5 pts ; pages nationales, 4 pts ; pages régionales, 3 pts ; pages départementales, 2 pts ; pages locales et sports, 1 pt) et de *l'Hebdo de Nantes* (1^{er} page, 5 pts ; photo couleur, 3 pts ; photo noir & blanc, 2 pts ; sports, 1 pt ; dernière page, 4 pts ; publi-reportage, -1 pt).

1 ^o	CARRIERE Eric	88 pts	Cent patates
2 ^o	JULIE la NANTAISE	80	Fièvre lofteuse
3 ^o	LANDREAU Mickaël	46	Soleil levant
4 ^o	AYRAULT Jean-Marc	39	CUNilinguiste
5 ^o	DENOUEIX Raynald	28	Éleveur de champions
6 ^o	MONTEERRUBIO Olivier	28	Ile-et-Vilain
7 ^o	FILLON François	25	Start up
8 ^o	ZIANI Stéphane	25	Titi nantais
9 ^o	GILLET Nicolas	23	Matin calme
10 ^o	ANDRE Pierre-Yves	22	Bastigol
11 ^o	BLANGY Michel	21	Préfet côte ouest
12 ^o	BOBIN Kléber	21	B.O.-B1
13 ^o	COLIN Philippe	20	Saint-Bernard L'Hermine
14 ^o	DA ROCHA Frédéric	20	Porto sans l'melon
15 ^o	BATTEUX Joël	19	Escal'Atlantoc
16 ^o	QUINT Olivier	19	Sedan longue
17 ^o	LANDRAIN Edouard	18	Crêpeur de chignons
18 ^o	LEMAIRE Guy	16	Luxe en bourgeois
19 ^o	AUGEREAU Daniel	14	Intérimarien
20 ^o	VAHIRUA Marama	14	Gaie pagaie
21 ^o	GAUTIER Charles	13	Futur sénile
22 ^o	TRILLARD André	13	Droit de véto
23 ^o	LE SQUERE Jo	12	Tête de raquette
24 ^o	GAUTIER Gisèle	10	Sauvageonne
25 ^o	POIGNANT Serge	10	Le cave du vignoble
26 ^o	MARESCHAL Patrick	10	Retraité
27 ^o	PAPON Monique	10	Pré-retraite
28 ^o	MARTIN Patrice	9	Vieux prince
29 ^o	EVIN Claude	8	Prohibitionniste
30 ^o	TANGUY Yann	8	Amphibien
31 ^o	BERSON Mathieu	8	Nouveau riche
32 ^o	GUERRIAU Joël	7	Déboussolé
33 ^o	RETIERE Gilles	7	Sudsiataire
34 ^o	AUTAIN François	7	Accro
35 ^o	CLERGEAU Marie-Françoise	7	Emploi jeune
36 ^o	FLOCH Jacques	7	Baveux
37 ^o	HAROUSSEAU Jean-Luc	7	Redoublant
38 ^o	LONGEPE Bruno	7	Fou du volant
39 ^o	BOENNEC Philippe	6	Toubib frit
40 ^o	PARPAILLON Claude	6	Louisillon
41 ^o	POTIRON Gérard	6	Grosse légume
42 ^o	VOISIN Gérard	6	Homme des bois
43 ^o	DEZELUS Eric	6	À côté de ses baskets
44 ^o	MONTABORD Jean-Michel	6	Hermine dépitée

Groscubisme

Poulet vinaigre à la motarde

Le port du béret est déconseillé dans l'enceinte des commissariats.
Le couvre-chef risque de monter à la tête des chefs.

Elle l'ignore, mais la fédération des Motards en colère a une section en uniforme. Dans la police. La brigade motocycliste de la police nationale nantaise mérite d'y adhérer après avoir connu quelques mois bousculés, ses flics posant le casque pour en venir aux mains entre eux. Les noms d'oiseaux ont aussi volé très bas chez ces poulets à roulettes. Rapports et contre rapports ont nourri la chronique de la pétaudière pendant des mois. Finalement, un gardien de la paix désigné comme fauteur de troubles a été autoritairement viré de la brigade. Simple gpx (gardien de la paix en jargon flicard) Gérard Landry affirme, sans pouvoir le prouver, qu'il est l'objet d'un retour de bâton, après s'être expliqué un peu vivement sur des questions religieuses avec son chef, le lieutenant Dominique Juge, animateur local de l'association «Police & Humanisme» dont les quelques membres se revendiquent d'abord chrétiens avant d'être policiers. Si ça continue, on aura bientôt des flics chasseurs, carnivores ou boxeurs qui une fois leurs marottes et convictions assouvies, daigneront œuvrer comme policiers républicains. Mais bon.

Ses chefs rétorquent que le motard Landry a d'abord des «problèmes hiérarchiques et relationnels» avec ses collègues dont beaucoup ne veulent pas travailler avec lui. Son attitude sur la voie publique manquerait de courtoisie envers les quidams contrôlés. Il roulerait des mécaniques puisqu'on lui reproche des «positions avantageuses», le regard assombri par des ray-bans. Pire, ce motard désigné comme «provocateur» serait «soupçonné de cibler certaines catégories d'usagers de la route, véhicules plutôt haut de gamme ou appartenant à la

hiérarchie policière». Un genre de Mandrin de la flicaille. C'est vrai, il a déjà verbalisé une voiture de commissaire mal garée à côté du Desaix, un bistrot voisin du commissariat. En oubliant de demander à qui appartient cette tuture perso. Pire, on lui a reproché de «porter ostensiblement un béret et une écharpe au ton criard, déambulant ainsi dans le service en affichant un sourire radieux». Édifié par ce sens de la «fronde» et de la «provocation», le très chrétien Lieutenant Juge se senti conduit «à douter de l'équilibre psychologique» du motard Landry, envoyé devant le toubib de l'administration qui le déclare pourtant «apte au service» en ajoutant : «Le comportement allégué ne relève pas d'une prise en charge médicale mais est à gérer au sein du service». Une motion signée par huit collègues motards qui soutiennent Landry y voient «plus le reflet d'un malaise général que de fautes réellement imputables à ce collègue et souhaitent sa réintégration dans le cadre d'une meilleure concertation entre la hiérarchie et le personnel». Le syndicat SGP-FO qui défend le gpx Landry crispe la situation*. Après avoir tenté de lui retirer sans raison son homologation motocycliste et lui avoir confisqué son arme de service sous prétexte d'une illusoire réparation du pétard, c'est finalement l'administration centrale

qui sanctionnera le motard d'une «mutation dans l'intérêt du service» comme simple flic. Il était temps que chacun revienne au bon vieux gardiennage de la paix.



* La méthode et le ton adopté pour défendre ce motard n'ont pas vraiment réussi au syndicat qui vient de perdre son unique siège aux dernières élections professionnelles du comité technique paritaire.



Rond-pointillisme

Disparition du troisième type

La cosmonautophobie a encore frappé. Un des trois cosmonautes qui paragent au pied de la soucoupe volante-rond point de la Haye Fouassière a été victime d'un rapt odieux. Malgré les barbelés, les caméras de surveillance, et les rondes des gendarmes. Aucune rançon n'a été exigée. Des trois bibendhommes de l'espace, seul celui qui portait le petit Lu a disparu. Celui qui tient la fouasse a eu un bras cassé. La statue du spationaute tenant la bouteille de muscadet a été épargnée*. L'enquête des pandores devra donc cibler tous les buveurs de vin blanc du vignoble...
* *L'Éclair*, le 18 avril 2001.

Abonnez-vous, sinon on remet ça!

10 n° = 132€



CHÈQUE À LA LUTTRE À LEULEU BP 48603-44186 NANTES CEDEX 4

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____



Ont œuvré à ce numéro : Philippe Dossier, Faucompré, Frap, Annick Gautret, Nicolas de La Casinière, Yves Magne, Laurent Mareschal, Pich, Tanq, Olivier Texier - Mise en page : Nathalie Brodin - Directeur de la publication : Éric Chalmel - Producteur : en congé semestriel - N°ISSN : 1270-4911 - N° CPPAP : 77122AS. Dépôt légal : à parution - Merci à Com' Dab pour tout - Flashage : Western Press Ltd - Fabrication : Jacques Renaud - La Lettre à Lulu est éditée à 3 700 ex. sur papier recyclé par Top Imprimerie pour La Luttre à Leuleu, ass. 1901 - BP 48603, 44186 Nantes cedex 4 - E-mail : luluzimail@calva.net